

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Ludger

Code géographique : 30072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Létourneau, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Saint-Ludger pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-03-08

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Municipalité de Saint-Ludger qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Ludger au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Ludger inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) consolidé de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme consolidé.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

NOM DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
(Signature) _____

NOM DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
Blanchette Vachon, s.e.n.c.r.l.,
Comptable professionnel agréé auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A128201

Saint-Georges

DATE 2016-03-08

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	1 226 091	1 300 412	1 296 172		1 296 172
Compensations tenant lieu de taxes	2	10 521	8 853	8 219		8 219
Quotes-parts	3					
Transferts	4	467 048	399 114	415 218		415 218
Services rendus	5	40 418	76 550	70 595		70 595
Imposition de droits	6	41 533	28 150	27 500		27 500
Amendes et pénalités	7		250			
Intérêts	8	15 993	14 300	15 806		15 806
Autres revenus	9		9 216	26 717		30 433
	10	1 801 604	1 836 845	1 860 227		23 216
						23 216
						1 863 943
Investissement						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					
Transferts	13	40 356		11 902		3 000
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14					
Autres	15		57 930	30 000		34 150
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	40 356	57 930	41 902		37 150
	18	1 841 960	1 894 775	1 902 129		60 366
						1 942 995
Charges						
Administration générale	19	230 448	255 621	242 790	6 774	249 564
Sécurité publique	20	152 633	146 873	139 179	15 935	155 114
Transport	21	582 367	611 026	570 986	195 882	766 868
Hygiène du milieu	22	259 762	288 628	274 904	133 183	408 087
Santé et bien-être	23					
Aménagement, urbanisme et développement	24	51 612	54 509	62 337		30 891
Loisirs et culture	25	99 976	129 277	115 313	11 880	127 193
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	62 291	57 547	58 587		58 587
Amortissement des immobilisations	28	369 919	364 915	363 654	(363 654)	
	29	1 809 008	1 908 396	1 827 750		30 891
						1 839 141
Excédent (déficit) de l'exercice	30	32 952	(13 621)	74 379		29 475
						103 854

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014	Budget 2015	Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	32 952	(13 621)	74 379	29 475	103 854
Moins: revenus d'investissement	2	(40 356)	(57 930)	(41 902)	(37 150)	(79 052)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(7 404)	(71 551)	32 477	(7 675)	24 802
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	369 919	364 915	363 654	9 835	373 489
Produit de cession	5			10 000		10 000
(Gain) perte sur cession	6			(10 000)		(10 000)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	369 919	364 915	363 654	9 835	373 489
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9			9 823		9 823
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			9 823		9 823
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(170 400)	(196 782)	(176 700)		(176 700)
	18	(170 400)	(196 782)	(176 700)		(176 700)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(85 988)	(96 582)	(85 485)	(3 479)	(88 964)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	11 000				
Excédent de fonctionnement affecté	21	6 000				
Réserves financières et fonds réservés	22	(57 336)		(16 680)		(16 680)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(1 952)		(2 016)		(2 016)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(128 276)	(96 582)	(104 181)	(3 479)	(107 660)
	26	71 243	71 551	92 596	6 356	98 952
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	63 839		125 073	(1 319)	123 754

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	40 356	57 930	41 902	37 150	79 052
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	()	()	(21 853)	()	(21 853)
Sécurité publique	3	(5 662)	(4 400)	(1 679)	()	(1 679)
Transport	4	(283 847)	(55 995)	(310 239)	()	(310 239)
Hygiène du milieu	5	(19 474)	(2 375)	(11 171)	()	(11 171)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(52 747)	(113 887)	(42 083)	(40 629)	(82 712)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(361 730)	(176 657)	(387 025)	(40 629)	(427 654)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13			150 000		150 000
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	85 988	96 582	85 485	3 479	88 964
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	76 693	22 145	100 000		100 000
Excédent de fonctionnement affecté	16	184 927				
Réserves financières et fonds réservés	17					
	18	347 608	118 727	185 485	3 479	188 964
	19	(14 122)	(57 930)	(51 540)	(37 150)	(88 690)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	26 234		(9 638)		(9 638)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹	
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	32 952		(13 621)		74 379	29 475	103 854	
Variation des immobilisations									
Acquisition	2 (361 730)	(176 657)	(387 025)	(40 629)	427 654)
Produit de cession	3					10 000		10 000	
Amortissement	4	369 919		364 915		363 654	9 835	373 489	
(Gain) perte sur cession	5					(10 000)		(10 000)	
Réduction de valeur / Reclassement	6								
	7	8 189		188 258		(23 371)	(30 794)	(54 165)	
Variation des propriétés destinées à la revente	8					9 823		9 823	
Variation des stocks de fournitures	9	1 778				(2 192)		(2 192)	
Variation des autres actifs non financiers	10	(4 918)				(8 206)		(8 206)	
	11	(3 140)				(575)		(575)	
	12	38 001		174 637		50 433	(1 319)	49 114	
Gains (pertes) de réévaluation nets	13								
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	38 001		174 637		50 433	(1 319)	49 114	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(1 024 722)				(986 721)	12 209	(974 512)	
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16								
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(1 024 722)				(986 721)	12 209	(974 512)	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(986 721)				(936 288)	10 890	(925 398)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2014</u>		<u>2015</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	273 805	398 819	1 968	400 787
Placements temporaires	2	300 000	303 150		303 150
Débiteurs (note 5)	3	538 801	433 004	9 747	442 751
Prêts (note 6)	4				
Placements de portefeuille (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	1 112 606	1 134 973	11 715	1 146 688
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	92 860	117 044	825	117 869
Revenus reportés (note 12)	13	11 567	3 217		3 217
Dette à long terme (note 13)	14	1 994 900	1 951 000		1 951 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	2 099 327	2 071 261	825	2 072 086
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(986 721)	(936 288)	10 890	(925 398)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	8 137 718	8 161 089	136 155	8 297 244
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	193 322	183 499		183 499
Stocks de fournitures	20	7 188	9 380		9 380
Autres actifs non financiers (note 17)	21	42 652	50 858		50 858
	22	8 380 880	8 404 826	136 155	8 540 981
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	620 638	649 621		649 621
Excédent de fonctionnement affecté	24	9 285	9 285	10 890	20 175
Réserves financières et fonds réservés	25	142 694	172 060		172 060
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(62 085)	(64 101)	()	(64 101)
Financement des investissements en cours	27	26 234			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	6 533 223	6 573 471	136 155	6 709 626
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	7 394 159	7 468 538	147 045	7 615 583

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	32 952	74 379	29 475	103 854
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	369 919	363 654	9 835	373 489
Autres					
- Gain sur cession d'immos	3		(10 000)		(10 000)
-	4				
	5	402 871	428 033	39 310	467 343
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(38 862)	105 797	(8 214)	97 583
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(108 276)	24 184		24 184
Revenus reportés	9	8 981	(8 350)	(500)	(8 850)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11		9 823		9 823
Stocks de fournitures	12	1 778	(2 192)		(2 192)
Autres actifs non financiers	13	(4 918)	(8 206)		(8 206)
	14	261 574	549 089	30 596	579 685
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	361 730 ) (	387 025 ) (	40 629 ) (	427 654)
Produit de cession	16		10 000		10 000
	17	(361 730)	(377 025)	(40 629)	(417 654)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22				
	23				
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24		150 000		150 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	186 200 ) (	193 900 ) (	) (	193 900)
Variation nette des emprunts temporaires	26				
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27				
Autres					
-	28				
-	29				
	30	(186 200)	(43 900)		(43 900)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(286 356)	128 164	(10 033)	118 131
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	860 161	573 805	12 001	585 806
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	573 805	701 969	1 968	703 937

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		<u>Total consolidé¹</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	
Rémunération	1	282 447	267 303	282 251		282 251
Charges sociales	2	31 632	33 222	34 988		34 988
Biens et services	3	866 302	1 007 074	890 855	21 056	892 411
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	32 099	25 138	27 830		27 830
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	30 192	26 719	25 236		25 236
D'autres tiers	7		5 690	5 521		5 521
Autres frais de financement	8					
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	162 570	159 877	173 831		173 831
Autres	10					
Autres organismes	11	15 900	16 100	22 534		22 534
Amortissement des immobilisations	12	369 919	364 915	363 654	9 835	373 489
Autres						
- Dons et contributions	13	17 947	2 358	1 050		1 050
-	14					
-	15					
	16	1 809 008	1 908 396	1 827 750	30 891	1 839 141

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalizations	
		2015	2014
Revenus			
Taxes	1	1 296 172	1 226 091
Compensations tenant lieu de taxes	2	8 219	10 521
Quotes-parts	3		
Transferts	4	430 120	507 404
Services rendus	5	70 595	40 418
Imposition de droits	6	27 500	41 533
Amendes et pénalités	7		
Intérêts	8	15 806	15 993
Autres revenus	9	94 583	26 580
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	1 942 995	1 868 540
Charges			
Administration générale	12	249 564	235 845
Sécurité publique	13	155 114	188 465
Transport	14	766 868	771 369
Hygiène du milieu	15	408 087	392 442
Santé et bien-être	16		
Aménagement, urbanisme et développement	17	73 728	86 253
Loisirs et culture	18	127 193	106 984
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	58 587	62 291
	21	1 839 141	1 843 649
Excédent (déficit) de l'exercice	22	103 854	24 891
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	7 511 729	7 486 838
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	7 511 729	7 486 838
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	7 615 583	7 511 729

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalizations	
		2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	103 854	24 891
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(427 654)	(361 730)
Produit de cession	3	10 000	
Amortissement	4	373 489	378 628
(Gain) perte sur cession	5	(10 000)	
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(54 165)	16 898
Variation des propriétés destinées à la revente	8	9 823	
Variation des stocks de fournitures	9	(2 192)	1 778
Variation des autres actifs non financiers	10	(8 206)	(4 918)
	11	(575)	(3 140)
	12	49 114	38 649
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	49 114	38 649
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(974 512)	(1 013 161)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(974 512)	(1 013 161)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(925 398)	(974 512)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 400 787	285 806
Placements temporaires	2 303 150	300 000
Débiteurs (note 5)	3 442 751	540 334
Prêts (note 6)	4	
Placements de portefeuille (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 1 146 688	1 126 140
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 117 869	93 685
Revenus reportés (note 12)	13 3 217	12 067
Dette à long terme (note 13)	14 1 951 000	1 994 900
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 2 072 086	2 100 652
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 (925 398)	(974 512)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 8 297 244	8 243 079
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19 183 499	193 322
Stocks de fournitures	20 9 380	7 188
Autres actifs non financiers (note 17)	21 50 858	42 652
	22 8 540 981	8 486 241
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 7 615 583	7 511 729

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	103 854	24 891
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	373 489	378 628
Autres			
- Gain sur cession d'immos	3	(10 000)	
-	4		
	5	467 343	403 519
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	97 583	(14 634)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	24 184	(136 799)
Revenus reportés	9	(8 850)	9 481
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	9 823	
Stocks de fournitures	12	(2 192)	1 778
Autres actifs non financiers	13	(8 206)	(4 918)
	14	579 685	258 427
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(427 654)	(361 730)
Produit de cession	16	10 000	
	17	(417 654)	(361 730)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	150 000	
Remboursement de la dette à long terme	25	(193 900)	(186 200)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(43 900)	(186 200)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	118 131	(289 503)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	585 806	875 309
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	703 937	585 806

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Ludger est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que de la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers consolidés.

Les estimations importantes comprennent la durée de vie des éléments d'actif aux fins du calcul de l'amortissement et de l'évaluation de leur valeur recouvrable nette. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Toutefois, il est de l'avis de la direction qu'au moment de la préparation des états financiers consolidés, les estimations utilisées reflètent adéquatement la situation de la municipalité.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés regroupent les états financiers de la municipalité et de l'organisme qu'elle contrôle, soit la Corporation Ludgéroise de développement (Colude). Le contrôle se définit comme le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives d'une entité de sorte que les activités de celle-ci procureront des avantages attendus à la municipalité ou l'exposeront à un risque de perte.

L'organisme contrôlé est intégré selon la méthode de consolidation. Selon cette méthode, les comptes sont combinés ligne par ligne et ils sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité. Les opérations et les soldes réciproques entre entités sont éliminés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière, inclus dans les impositions de droits, sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les intérêts sont constatés selon la méthode de comptabilité d'exercice;
- Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Placements temporaires

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 à 10 ans
Autres	5 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Propriétés destinés à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du coût spécifique.

F) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales :

- Appariement fiscal pour revenus de transfert :
 - pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
 - pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2015, l'organisme a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 « Passif au titre des sites contaminés ». Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	76 253	69 645
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	121 727	209 825
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	30 326	32 802
Organismes municipaux	8	6 825	
Autres			
- Organismes et individus	9	207 620	228 062
-	10		
	11	442 751	540 334
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	64 101	62 085
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14	179 800	197 000
	15	243 901	259 085
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____)	(_____)
	27	_____	_____
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32		
	33	_____	_____
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	98 005	81 442
Salaires et avantages sociaux	38	7 425	4 351
Dépôts et retenues de garantie	39	3 634	
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Intérêts courus à payer	43	8 805	7 892
-	44		
-	45		
-	46		
-	47		
	48	117 869	93 685
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49	3 217	6 567
Transferts	50		
Autres			
- Subventions reportées	51		500
- Dépôt sur vente de terrain	52		5 000
	53	3 217	12 067
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015					2014	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,45	2,89	2016	2020	54	1 951 000	1 994 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
Autres dettes à long terme					57		
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	1 951 000	1 994 900
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	()	()
					64	1 951 000	1 994 900

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme				Total 2015
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres			
2016	65	73	1 530 600	81	90	98	1 530 600
2017	66	74	61 100	82	91	99	61 100
2018	67	75	62 900	83	92	100	62 900
2019	68	76	170 100	84	93	101	170 100
2020	69	77	126 300	85	94	102	126 300
2021 et +	70	78		86	95	103	
	71	79	1 951 000	87	96	104	1 951 000
Intérêts et frais accessoires				88	()	105	()
	72	80	1 951 000	89	97	106	1 951 000

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(87 496)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	(793 094)
Autres	109	(197 000)
	110	(925 398)
		(974 512)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	2 521 253	139		166		193	2 521 253
Eaux usées	112	2 673 821	140		167		194	2 673 821
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	5 713 189	141	50 761	168		195	5 763 950
Autres	114	146 937	142	104 558	169	(52 746)	196	304 241
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	1 015 647	144	2 625	171		198	1 018 272
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	987 468	146	237 314	173	204 062	200	1 020 720
Ameublement et équipement de bureau	119	98 899	147		174		201	98 899
Machinerie, outillage et équipement divers	120	373 776	148	12 850	175		202	386 626
Terrains	121	7 428	149		176	(21 089)	203	28 517
Autres	122	4 423	150		177		204	4 423
	123	<u>13 542 841</u>	151	<u>408 108</u>	178	<u>130 227</u>	205	<u>13 820 722</u>
Immobilisations en cours	124	<u>54 289</u>	152	<u>19 546</u>	179	<u>73 835</u>	206	
	125	<u>13 597 130</u>	153	<u>427 654</u>	180	<u>204 062</u>	207	<u>13 820 722</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	617 742	154	63 031	181		208	680 773
Eaux usées	127	1 500 388	155	66 845	182		209	1 567 233
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	1 881 253	156	144 099	183		210	2 025 352
Autres	129	46 051	157	12 548	184		211	58 599
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	265 711	159	26 340	186		213	292 051
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	635 492	161	48 531	188	204 062	215	479 961
Ameublement et équipement de bureau	134	89 796	162	1 268	189		216	91 064
Machinerie, outillage et équipement divers	135	313 195	163	10 827	190		217	324 022
Autres	136	4 423	164		191		218	4 423
	137	<u>5 354 051</u>	165	<u>373 489</u>	192	<u>204 062</u>	219	<u>5 523 478</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>8 243 079</u>					220	<u>8 297 244</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232	183 499	193 322
Autres	233		
	234	183 499	193 322
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	183 499	193 322

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237	50 858	42 652
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	50 858	42 652

Note**18. Obligations contractuelles**

La Municipalité est membre de la Municipalité Régionale de Comté du Granit. De ce fait, elle doit assumer sa part des dépenses de cet organisme. La quote-part de la Municipalité pour l'an 2015 est de 173 831 \$. La quote-part de la Municipalité dans la dette à long terme de la MRC est de 539 378 \$ au 31 décembre 2015.

Autres engagements

La Municipalité s'est engagée, en vertu d'un contrat de déneigement, auprès d'une compagnie, à verser un montant de 26 612 \$ en 2016.

La Municipalité s'est engagée, en vertu d'un contrat de tonte de gazon, auprès d'un entrepreneur, à verser un montant de 10 900 \$ en 2016.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées. Un budget consolidé n'a pu être constitué faute des renseignements nécessaires pour pouvoir le faire, l'organisme contrôlé La Corporation Ludgéroise de développement n'ayant pas adopté de budget.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015		2014
Encaisse	241	400 787		285 806
Découvert bancaire	242	()	()	()
Placements temporaires	243	303 150		300 000
<i>Ajouter</i>				
-	244			
-	245			
-	246			
-	247			
<i>Déduire</i>				
-	248	()	()	()
-	249	()	()	()
-	250	()	()	()
-	251	()	()	()
-	252	()	()	()
-	253	()	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254	703 937		585 806

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dettes à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278		
Supportant les engagements de prêts	279		
Supportant les garanties de prêts	280		
	281		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	282	
Revenus sur les prêts aux entreprises	283	
Autres revenus	284	
	285	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	286	
Variation de la provision pour moins-value	287	
	288	
Intérêts sur la dette à long terme	289	
Autres charges	290	
	291	
Excédent (déficit) de l'exercice	292	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	293	
Placements de portefeuille	294	
Débiteurs	295	
Prêts aux entreprises	296	
Provision pour moins-value	297	() ()
	298	
	299	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	300	
Revenus reportés	301	
Dette à long terme	302	
	303	
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304	
Excédent (déficit) non affecté	305	
	306	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307	
Supportant les engagements de prêts	308	
	309	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

26 Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres des états financiers de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

27 Placements temporaires

Les placements temporaires sont composés de dépôts à terme portant intérêt à 1,02 %.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 649 621	620 638
Excédent de fonctionnement affecté	2 20 175	21 494
Réserves financières et fonds réservés	3 172 060	142 694
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ((64 101)) ((62 085))	
Financement des investissements en cours	5	26 234
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 6 709 626	6 638 584
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 7 615 583	7 511 729
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 649 621	620 638
Organismes contrôlés	10	
	11 649 621	620 638
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Village Saint-Ludger	12 9 285	9 285
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 9 285	9 285
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- Corporation Ludgéroise	22 10 890	12 209
-	23	
-	24	
	25 10 890	12 209
	26 20 175	21 494
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33	
Fonds parcs et terrains de jeux	34	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35 117 366	100 686
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 54 694	42 008
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres	41	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 172 060	142 694
	46 172 060	142 694

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 (64 101) ()	(62 085)
Autres		
-	59 () ()	()
-	60 () ()	()
	61 (64 101) ()	(62 085)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 () ()	()
	64 (64 101) ()	(62 085)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	26 234
Investissements à financer	66 () ()	()
	67	26 234
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 8 297 244	8 243 079
Propriétés destinées à la revente	69 183 499	193 322
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 8 480 743	8 436 401
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 1 951 000	1 994 900
Frais reportés liés à la dette à long terme	75	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (179 800) ()	(197 000)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (83) ()	(83)
	79 1 771 117	1 797 817
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 1 771 117	1 797 817
	82 6 709 626	6 638 584

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	93 _____	_____

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 Oui
 95 Non

	2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96 _____	_____

Description du régime
 S.O.

	2015	2014
Cotisations des élus au RREM	97 _____	_____
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	98 _____	_____
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99 _____	_____
	100 _____	_____

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dettes à long terme	1	1 951 000
---------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	54 694
-------------------	---	--------

Débiteurs	8	243 901
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	658 102
---	---	---------

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres	12	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	994 303
---	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	994 303
------------------------------	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	539 378
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	1 533 681
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	1 533 681
---	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2015	2015	2015	2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	942 922	946 250	892 969
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	68 862	69 046	67 799
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 011 784	1 015 296	960 768
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	34 535	34 722	34 933
Égout	11	97 955	73 421	73 930
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	135 352	127 749	127 399
Autres				
-Fosses septiques	14	20 786	39 898	23 400
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		5 086	5 661
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	288 628	280 876	265 323
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	288 628	280 876	265 323
	26	1 300 412	1 296 172	1 226 091

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	2 953	2 757	2 953
	31	2 953	2 757	2 953
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	5 900	5 462	7 568
	35	5 900	5 462	7 568
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	8 853	8 219	10 521
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	8 853	8 219	10 521

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	124 444	139 444	181 453
Enlèvement de la neige	58	43 843	43 843	43 843
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	136 927	137 385	140 939
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84	25 650	25 650	25 650
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	1 850	2 003	1 842
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	332 714	348 325	393 727

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	10 346	10 346	40 356
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123		3 000	
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	1 556	1 556	
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	11 902	14 902	40 356

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	56 400	56 623	62 375
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	10 000	10 270	10 946
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	66 400	66 893	73 321
TOTAL DES TRANSFERTS	139	399 114	427 120	507 404

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	5 000	4 101	4 101
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	5 000	4 101	4 101
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	5 000	4 101	4 101
				3 800

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	51 025	42 191	15 743
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184	1 800	6 324	2 235
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	250	875	375
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	18 475	17 104	18 265
Réseau d'électricité	194			
	195	71 550	66 494	36 618
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	76 550	70 595	40 418
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	3 150	3 275	3 200
Droits de mutation immobilière	198	10 000	7 545	23 005
Droits sur les carrières et sablières	199	15 000	16 680	15 328
Autres	200			
	201	28 150	27 500	41 533
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	250		
INTÉRÊTS	203	14 300	15 806	15 993
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		10 000	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	9 616	14 217	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210	57 930	30 000	
Autres	211		2 500	26 580
	212	67 546	56 717	26 580

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	43 186	39 954	571	40 525	40 525	42 471
Application de la loi	2						
Gestion financière et administrative	3	152 290	153 264	6 203	159 467	159 467	146 197
Greffe	4	7 793	1 943		1 943	1 943	
Évaluation	5	20 716	20 752		20 752	20 752	20 576
Gestion du personnel	6						
Autres	7	31 636	26 877		26 877	26 877	26 601
	8	255 621	242 790	6 774	249 564	249 564	235 845
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	76 962	82 048		82 048	82 048	83 845
Sécurité incendie	10	67 911	54 312	15 935	70 247	70 247	104 350
Sécurité civile	11	2 000	2 819		2 819	2 819	270
Autres	12						
	13	146 873	139 179	15 935	155 114	155 114	188 465
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	422 561	391 325	174 035	565 360	565 360	564 696
Enlèvement de la neige	15	173 815	164 167	21 161	185 328	185 328	191 497
Éclairage des rues	16	10 850	11 228	686	11 914	11 914	12 451
Circulation et stationnement	17	1 000	1 466		1 466	1 466	
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 800	2 800		2 800	2 800	2 725
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	611 026	570 986	195 882	766 868	766 868	771 369

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24	34 535	27 787	63 758	91 545	92 702
Traitement des eaux usées	25	48 955	57 249	69 425	126 674	106 311
Réseaux d'égout	26	69 786	53 287	53 287	53 287	63 923
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	66 677	66 572	66 572	66 572	60 266
Élimination	28	34 750	34 028	34 028	34 028	34 170
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	26 710	26 229	26 229	26 229	27 765
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	5 000	7 538	7 538	7 538	5 058
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	2 215	2 214	2 214	2 214	2 247
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	288 628	274 904	133 183	408 087	392 442
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	47 085	45 090	45 090	45 090	17 618
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	7 424	17 247	17 247	28 638	68 635
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	54 509	62 337	62 337	73 728	86 253

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	13 321	14 339		14 339		14 671
Patinoires intérieures et extérieures	54	7 875	6 584		6 584	6 584	6 198
Piscines, plages et ports de plaisance	55	8 206	7 277		7 277	6 747	4 617
Parcs et terrains de jeux	56	43 019	33 120	11 618	44 738	59 607	57 580
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59						
	60	72 421	61 320	11 618	72 938	72 938	83 066
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	14 095	13 556		13 556	13 556	14 437
Bibliothèques	62	16 906	10 473	262	10 735	10 735	9 481
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	25 855	29 964		29 964	29 964	
	66	56 856	53 993	262	54 255	54 255	23 918
	67	129 277	115 313	11 880	127 193	127 193	106 984
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	57 547	58 587		58 587	58 587	62 291
Autres frais	70						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72						
	73	57 547	58 587		58 587	58 587	62 291
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	364 915	363 654	(363 654)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Municipalité de Saint-Ludger (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

NOM DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
(Signature) _____

NOM DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
Blanchette Vachon, s.e.n.c.r.l.,
Comptable professionnel agréé auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A128201

Saint-Georges

DATE 2016-03-08

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>1 296 172</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>1 296 172</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	1 296 172
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>1 296 172</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	5 086	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>5 086</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>1 291 086</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	87 981 700
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	88 108 200
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	88 044 950

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	1 291 086
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	88 044 950
Taux global de taxation réel de 2015	6	| 1 | , | 4 | 6 | 6 | 4 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 375		
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	44 000	50 761	36 562
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 900	2 617	767
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	85 537	61 312	
Autres infrastructures	11		101 941	57 331
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	28 350	2 625	246 518
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		237 314	237 314
Ameublement et équipement de bureau	18			
Machinerie, outillage et équipement divers	19	14 495	12 850	20 552
Terrains	20		19 546	
Autres	21			
	22	176 657	387 025	361 730

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		114 690	94 660
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		272 335	267 070
	34		387 025	361 730

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	1 994 900	150 000	193 900	1 951 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	1 994 900	150 000	193 900	1 951 000
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	42 008	12 686		54 694
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	900 713	137 314	43 724	994 303
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	942 721	150 000	43 724	1 048 997
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	62 085		(2 016)	64 101
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18	197 000		17 200	179 800
	19	259 085		15 184	243 901
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	259 085		15 184	243 901
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	793 094		134 992	658 102
Autres	23				
	24				
	25	1 052 179		150 176	902 003
	26	1 994 900	150 000	193 900	1 951 000
Dettes en cours de refinancement					
Reclassement / Redressement	27	()		()	
	28				
	29	1 994 900	150 000	193 900	1 951 000

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	20 566	20 566	20 516
Autres	3	20 690	20 689	19 188
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	2 780	2 780	2 617
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 800	2 800	2 725
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	9 437	9 437	9 253
Matières résiduelles	12	77 177	91 287	81 773
Cours d'eau	13	2 215	2 215	2 248
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	2 128	2 128	2 019
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	21 306	21 306	16 824
Autres	21			2 170
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			3 237
Activités culturelles	23	778	623	623
Réseau d'électricité				
	24			
	25	159 877	173 831	162 570

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	1,00	35,00	***	***	***
Professionnels	2			***	***	***
Cols blancs	3	1,00	32,00	***	***	***
Cols bleus	4	4,00	40,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6	15,00	3,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	21,00		***	***	***
Élus	9	7,00		29 529	1 287	30 816
	10	28,00		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	137 385				137 385
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	275 830	11 902	2 003		289 735
	17	413 215	11 902	2 003		427 120

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1		27		53		79		105			131
Évaluation	2	20 752	28		54	20 752	80		106		20 752	132
Autres	3	222 038	29	6 774	55	228 812	81	42 191	107		186 621	133
	4	242 790	30	6 774	56	249 564	82	42 191	108		207 373	134
Sécurité publique												
Police	5	82 048	31		57	82 048	83		109		82 048	135
Sécurité incendie	6	54 312	32	15 935	58	70 247	84	4 101	110		66 146	136
Sécurité civile	7	2 819	33		59	2 819	85		111		2 819	137
Autres	8		34		60		86		112			138
	9	139 179	35	15 935	61	155 114	87	4 101	113		151 013	139
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	391 325	36	174 035	62	565 360	88	6 324	114		559 036	140
Enlèvement de la neige	11	164 167	37	21 161	63	185 328	89		115		185 328	141
Autres	12	12 694	38	686	64	13 380	90		116		13 380	142
Transport collectif	13	2 800	39		65	2 800	91		117		2 800	143
Autres	14		40		66		92		118			144
	15	570 986	41	195 882	67	766 868	93	6 324	119		760 544	145
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120			146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	27 787	43	63 758	69	91 545	95		121		91 545	147
Traitement des eaux usées	18	57 249	44	69 425	70	126 674	96		122		126 674	148
Réseaux d'égout	19	53 287	45		71	53 287	97		123		53 287	149
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	100 600	46		72	100 600	98	875	124		99 725	150
Matières recyclables	21	33 767	47		73	33 767	99		125		33 767	151
Autres	22		48		74		100		126			152
Cours d'eau	23	2 214	49		75	2 214	101		127		2 214	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128			154
Autres	25		51		77		103		129			155
	26	274 904	52	133 183	78	408 087	104	875	130		407 212	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux	Frais de financement		
			+	=	-		=					
Santé et bien-être												
Logement social	157		172	187	202		217		232			
Sécurité du revenu	158		173	188	203		218		233			
Autres	159		174	189	204		219		234			
	160		175	190	205		220		235			
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	45 090	176	191	45 090	206	221	45 090	236			
Rénovation urbaine	162		177	192	207		222		237			
Promotion et développement économique	163	17 247	178	193	17 247	208	223	17 247	238	5 509		
Autres	164		179	194	209		224		239			
	165	62 337	180	195	62 337	210	225	62 337	240	5 509		
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	61 320	181	11 618	196	72 938	211	15 673	226	57 265	241	
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	10 473	182	262	197	10 735	212	1 431	227	9 304	242	
Autres	168	43 520	183		198	43 520	213		228	43 520	243	
	169	115 313	184	11 880	199	127 193	214	17 104	229	110 089	244	
Réseau d'électricité	170		185	200	215		230		245			
	171	1 405 509	186	363 654	201	1 769 163	216	70 595	231	1 698 568	246	58 587

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	387 025	361 730
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	387 025	361 730

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	620 638	644 492
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	620 638	644 492
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	125 073	63 839
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(11 000)
Activités d'investissement	6	(100 000)	(76 693)
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	3 910	
	11	28 983	(23 854)
Solde à la fin de l'exercice	12	649 621	620 638
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	9 285	200 212
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	9 285	200 212
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		(6 000)
Activités d'investissement	17		(184 927)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21		(190 927)
Solde à la fin de l'exercice	22	9 285	9 285
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	142 694	85 358
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	142 694	85 358
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	16 680	57 336
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	12 686	
	30	29 366	57 336
Solde à la fin de l'exercice	31	172 060	142 694

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (62 085)	(60 133)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (62 085)	(60 133)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 (2 016)	(1 952)
	44 ()	()
	45 (2 016)	(1 952)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 (2 016)	(1 952)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
	51	
Solde à la fin de l'exercice	52 (64 101)	(62 085)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 26 234	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 26 234	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56 (9 638)	26 234
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57 (3 910)	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59 (12 686)	
	60 (26 234)	26 234
Solde à la fin de l'exercice	61	26 234
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 6 533 223	6 371 012
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 6 533 223	6 371 012
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 40 248	162 211
Solde à la fin de l'exercice	68 6 573 471	6 533 223

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	_____
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	_____
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	_____
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	_____
	5	_____
Diminution		
	6	_____
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	_____

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 () 6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	42 008 9	10	11	150 000 12 (137 314) 13	14	54 694
	15	42 008 16	17	18	150 000 19 (137 314) 20	21	54 694

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales			
	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales			
	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 1 | , | 0 | 7 | 1 | 8 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| 0 | , | 0 | 7 | 8 | 2 | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	2 7 0 , 0 0 \$
Égout	2	, , \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	9 0 , 0 0 \$
Matières résiduelles	5	1 5 0 , 0 0 \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 , %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Matières résiduelles - chalets	75,0000	4	
Matières résiduelles - fermes	225,0000	4	
Matières résiduelles - acériculteurs	75,0000	4	
Matières résiduelles - petites entr.	375,0000	4	
Matières résiduelles - locaux com.	225,0000	4	
Matières résiduelles- industries	375,0000	4	
Compteur d'eau - de 100 à 130	,9000	7	mètres cubes
Compteur d'eau - de 130 à 160	,9500	7	mètres cubes
Compteur d'eau - de 160 à 190	1,0000	7	mètres cubes
Compteur d'eau - de 190 à 240	1,1000	7	mètres cubes
Compteur d'eau - de 240 à 320	1,2000	7	mètres cubes
Compteur d'eau - de 320 à 570	1,3500	7	mètres cubes
Compteur d'eau - de 570 à 770	1,5000	7	mètres cubes
Compteur d'eau - plus de 770	2,0000	7	mètres cubes

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	_____	239 118 \$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____	22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 212, rue de la Salle
(no) (rue)
Saint-Ludger (Québec) G0M 1W0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 548-5408
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 548-5743
(ind. rég.) (numéro)

Courriel stludger.dg@sogetel.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Mme Julie Létourneau

Téléphone (819) 548-5408
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 548-5743
(ind. rég.) (numéro)

Courriel stludger.dg@sogetel.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Blanchette Vachon, s.e.n.c.r.l.

Titre Société comptables professionnels agréés

Adresse 10665, 1re Avenue, bureau 300
(no) (rue)
Saint-Georges (Québec) G5Y 6X8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 228-9761
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 228-3762
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jonathan.maheux@bvacpa.ca

Responsable du dossier M. Jonathan Maheux, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Julie Létourneau , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Ludger pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-03-08 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Ludger .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Ludger consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Ludger détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 103 854 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,4664 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-03-03 11:38:23

Date de transmission au Ministère : 2016/03/09

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Saint-Ludger

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	1 801 604	1 836 845	1 860 227	23 216	1 863 943
Investissement	2	40 356	57 930	41 902	37 150	79 052
	3	1 841 960	1 894 775	1 902 129	60 366	1 942 995
Charges	4	1 809 008	1 908 396	1 827 750	30 891	1 839 141
Excédent (déficit) de l'exercice	5	32 952	(13 621)	74 379	29 475	103 854
Moins : revenus d'investissement	6 (	40 356 ) (	57 930 ) (	41 902 ) (	37 150 ) (	79 052)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(7 404)	(71 551)	32 477	(7 675)	24 802
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	369 919	364 915	363 654	9 835	373 489
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	170 400 ) (	196 782 ) (	176 700 ) (	) (	176 700)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	85 988 ) (	96 582 ) (	85 485 ) (	3 479 ) (	88 964)
Excédent (déficit) accumulé	12	(42 288)		(18 696)		(18 696)
Autres éléments de conciliation	13			9 823		9 823
	14	71 243	71 551	92 596	6 356	98 952
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	63 839		125 073	(1 319)	123 754

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	538 801	433 004	442 751
Autres	2	573 805	701 969	703 937
	3	1 112 606	1 134 973	1 146 688
Passifs				
Dette à long terme	4	1 994 900	1 951 000	1 951 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	104 427	120 261	121 086
	7	2 099 327	2 071 261	2 072 086
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(986 721)	(936 288)	(925 398)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	8 137 718	8 161 089	8 297 244
Autres	10	243 162	243 737	243 737
	11	8 380 880	8 404 826	8 540 981
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	620 638	649 621	649 621
Excédent de fonctionnement affecté	13	9 285	9 285	20 175
Réserves financières et fonds réservés	14	142 694	172 060	172 060
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	(62 085) ) (	(64 101) ) (	(64 101)) (
Financement des investissements en cours	16	26 234		26 234
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	6 533 223	6 573 471	6 709 626
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			
	19	7 394 159	7 468 538	7 615 583
				7 511 729

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Village Saint-Ludger	20	9 285	9 285
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
	29	9 285	9 285
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	30	10 890	12 209
	31	20 175	21 494
Réserves financières	32		
Fonds réservés	33	172 060	142 694
	34	192 235	164 188

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	1 226 091	1 300 412	1 296 172	1 296 172
Compensations tenant lieu de taxes	2	10 521	8 853	8 219	8 219
Quotes-parts	3				
Transferts	4	467 048	399 114	415 218	415 218
Services rendus	5	40 418	76 550	70 595	70 595
Autres	6	57 526	51 916	70 023	73 739
	7	1 801 604	1 836 845	1 860 227	1 863 943
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	40 356		11 902	14 902
Autres	11		57 930	30 000	64 150
	12	40 356	57 930	41 902	79 052
	13	1 841 960	1 894 775	1 902 129	1 942 995

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	20 716	20 752		20 752	20 752	20 576
Autres	2	234 905	222 038	6 774	228 812	228 812	215 269
Sécurité publique							
Police	3	76 962	82 048		82 048	82 048	83 845
Sécurité incendie	4	67 911	54 312	15 935	70 247	70 247	104 350
Autres	5	2 000	2 819		2 819	2 819	270
Transport							
Réseau routier	6	608 226	568 186	195 882	764 068	764 068	768 644
Transport collectif	7	2 800	2 800		2 800	2 800	2 725
Autres	8						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	153 276	138 323	133 183	271 506	271 506	262 936
Matières résiduelles	10	133 137	134 367		134 367	134 367	127 259
Autres	11	2 215	2 214		2 214	2 214	2 247
Santé et bien-être	12						
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	47 085	45 090		45 090	45 090	17 618
Promotion et développement économique	14	7 424	17 247		17 247	28 638	68 635
Autres	15						
Loisirs et culture	16	129 277	115 313	11 880	127 193	127 193	106 984
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	57 547	58 587		58 587	58 587	62 291
Amortissement des immobilisations	19	364 915	363 654	(363 654)			
	20	1 908 396	1 827 750		1 827 750	1 839 141	1 843 649

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3